

<http://www.snetap-fsu.fr/Champagne-Ardenne-Boycott-CREA-du.html>



Champagne-Ardenne : Boycott CREA du 31/01

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 3 février 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



CREA de Champagne-Ardenne
31 janvier 2012
Déclaration intersyndicale

Après le boycott des deux derniers Conseils Nationaux de l'Enseignement Agricole (CNEA), les organisations syndicales avaient pensé qu'un tel événement (unique dans l'histoire de l'enseignement agricole) conduirait le Ministre à s'exprimer pour répondre aux inquiétudes des personnels. Or il n'en est rien, avec la suppression de 280 emplois d'enseignants, dont 168 pour le seul enseignement agricole public, le gouvernement a ajouté à ce silence diverses provocations : nouveaux coups de rabot au budget de l'enseignement agricole public (LRF et LFI) , projet de réforme de l'évaluation des enseignants et des CPE, propositions indigestes en matière de dé-précarisation.

Les boycotts d'instances de pilotage de l'Enseignement Agricole (CTREA, CREA) se sont généralisés en régions au mois de décembre et tout au long du mois de janvier. Rien n'y a fait : **le ministre n'entend pas et semble même s'être détaché de ses responsabilités.**

En Champagne-Ardenne, les conséquences de cette politique se font comme ailleurs au détriment de l'offre et de la qualité de notre enseignement.

- C'est la suppression annoncée d'au moins 4,5 ETP d'enseignants ;
- Ce sont des agents contractuels utilisés comme de vulgaires variables d'ajustement budgétaire ; et les représentants des personnels de l'enseignement agricole public défendent ce jour les agents précaires pour dénoncer les intentions de notre ministère afin d'empêcher certains agents de sortir de la précarité ;
- Ce sont des plafonnements imposés aux classes à partir de considérations budgétaires ;
- Ce sont des options qui risquent de disparaître ou qui ne seront pas financées dans leur totalité ;
- Ce sont des inquiétudes fortes concernant le bac technologique avec le refus d'ouverture d'EIL nouveaux ;
- Ce sont des services administratifs surchargés qui assurent leurs missions avec encore moins de personnels, malgré des besoins bien réels au moment où le ministère élabore de nouveaux critères de dotation qui visent à justifier les diminutions drastiques réalisées ;

Tout cela ne devrait pas manquer d'alerter le ministre. **Mais il n'entend pas.** Le ministre n'a pas daigné apporter la moindre réponse, le moindre message suite aux constats alarmants que nous faisons sur les limites de son budget et ce malgré les nombreuses actions engagées par nos organisations.

Il n'entend pas...Il reste sourd aux demandes exprimées pour le service public. Alors nous continuerons à le lui dire, à le lui écrire pour ensemble défendre l'enseignement agricole public.

Nous vous demandons, Monsieur le Directeur Régional, de faire part au Ministre que son absence de réponse est perçue comme du mépris à l'égard des personnels alors que la politique mise en œuvre par son gouvernement ne permet plus de remplir les missions assignées à l'Enseignement Agricole Public.

Le Ministre n'entend pas... alors nous ne siégerons pas ce 31 janvier en CREA

Les représentants des personnels SNETAP-FSU, SFOERTA, SGEN-CFDT et SYAC-CGT

1 L'enseignement privé catholique a obtenu des garanties pour les trois ans à venir